

Pétition pour réclamer un numéro d'appel d'urgences européen efficace

Plusieurs eurodéputés ont lancé mardi une pétition pour exiger de la Commission européenne qu'elle veille au bon fonctionnement du numéro d'appel d'urgences européen, le 112, aujourd'hui encore largement méconnu du public et inefficace.



(afp) - Selon des estimations européennes, quelque 5.000 personnes meurent chaque année dans un autre pays de l'Union parce qu'elles ne connaissent pas le numéro d'appel d'urgence en vigueur ou parce qu'elles ne peuvent communiquer clairement avec les services de secours locaux. Pour remédier à cette situation, l'Union européenne a avancé dès 1991 le projet d'un numéro d'appel unique pour toute l'Europe, idée qui a découlé sur l'adoption en 2002 d'une directive européenne.

Par défaut de publicité, ce numéro unique, qui est aujourd'hui opérationnel dans l'ensemble de l'UE, n'est toutefois connu que par un tiers seulement des Européens, et 43% seulement des Belges, selon un sondage Eurobaromètre mené en 2005. La directive de 2002 prévoyait en outre que tout citoyen européen voyageant dans un autre pays de l'Union devait pouvoir s'exprimer dans sa langue et être compris par les services de secours. Le projet stipulait en outre que le système devait permettre aux services de secours de pouvoir localiser rapidement l'endroit d'où l'appel de détresse était lancé, même avec un GSM.

Or, cinq ans plus tard, ces deux principes ne sont toujours pas pleinement d'application. "Chaque mois en Europe, 500 personnes qui appellent les secours meurent parce qu'elles ne peuvent pas être localisées par les services de secours", déplore Olivier Paul-Morandini, président de la European Emergency number Association (EENA). Face à ce blocage, plusieurs députés européens ont lancé mardi une pétition (www.112petition.eu) pour exiger de la Commission européenne qu'elle fasse avancer le dossier. "Nous demandons à la Commission d'organiser des campagnes d'information sur ce numéro, mais également de veiller à ce que le repérage de la victime soit efficace partout, et que le multilinguisme intégral du service soit assuré", tonne le vice-président du Parlement européen, le Français Gérard Onesta (Verts). Les organisateurs de la pétition espèrent recueillir un million de signatures, en référence à une disposition du projet de constitution européenne qui stipule que la Commission européenne doit tenir compte de toute initiative citoyenne lorsque celle-ci est soutenue par un million d'Européens au moins.

Photo Belga

14:41 - 06/02/2007

Copyright © L'Echo